

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 28 janvier 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et de la Politique de l'Egalité des chances,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—————
Note

(1) Session 2002-2003 :

Chambre des représentants :

Documents. — Projet de loi, n° 50-1693/1. — Amendements, n° 50-1693/2. — Amendement, n° 50-1693/3. — Amendements, n° 50-1693/4. — Amendements, n° 50-1693/5. — Rapport, n° 50-1693/6. — Texte adopté par la commission, n° 50-1693/7. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 50-1693/8.

Annales parlementaires. — Discussion, séance du 16 octobre 2002. — Vote, séance du 17 octobre 2002.

Sénat :

Documents. — Projet évoqué par le Sénat, n° 2-1326/1. — Amendements, n° 2-1326/2. — Rapport, n° 2-1326/3. — Amendements, n° 2-1326/4. — Décision de ne pas amender, n° 2-1326/5.

Annales parlementaires. — Discussion, séance du 9 janvier 2003. — Vote, séance du 9 janvier 2003.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

F. 2003 — 570

[S - C - 2003/12034]

**20 JANVIER 2003. — Loi relative au renforcement
de la législation contre le racisme (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modifications de la loi du 30 juillet 1981
tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie*

Art. 2. A l'article 1^{er} de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie, modifié par la loi du 12 avril 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Tout comportement consistant à enjoindre à quiconque de pratiquer une discrimination à l'encontre d'une personne, d'un groupe, d'une communauté ou de leurs membres est considéré comme une discrimination au sens de la présente loi. »;

2° à l'alinéa 2 ancien, devenu l'alinéa 3, au 1°, les mots « en raison de sa race » sont remplacés par les mots « en raison d'une prétendue race »;

3° dans le même alinéa, au 2°, le mot « rassenscheiding » dans le texte néerlandais est remplacé par le mot « segregatie » et les mots « het ras » sont remplacés par les mots « een zogenaamd ras »;

4° dans le même alinéa, au 3°, les mots « de sa race, de sa couleur, de son ascendance, de son origine, ou de sa nationalité » sont remplacés par les mots « d'une prétendue race, de sa couleur, de son ascendance ou de son origine nationale ou ethnique »;

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 28 januari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid en Gelijke-Kansenbeleid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—————
Nota

(1) Zitting 2002-2003 :

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Documenten. — Ontwerp van wet, nr. 50-1693/1. — Amendementen, nr. 50-1693/2. — Amendement, nr. 50-1693/3. — Amendementen, nr. 50-1693/4. — Amendementen, nr. 50-1693/5. — Verslag, nr. 50-1693/6. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 50-1693/7. Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 50-1693/8.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking, vergadering van 16 oktober 2002. — Stemming, vergadering van 17 oktober 2002.

Senaat :

Documenten. — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, nr. 2-1326/1. — Amendementen, nr. 2-1326/2. — Verslag, nr. 2-1326/3. — Amendementen, nr. 2-1326/4. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 2-1326/5.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking, vergadering van 9 januari 2003. — Stemming, vergadering van 9 januari 2003.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

N. 2003 — 570

[S - C - 2003/12034]

**20 JANUARI 2003. — Wet tot versterking van de wetgeving
tegen het racisme (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan de wet van 30 juli 1981
tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden*

Art. 2. In artikel 1 van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, gewijzigd bij de wet van 12 april 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht, luidend als volgt :

1° Het volgende lid wordt tussen het eerste en het tweede lid ingevoegd :

« Elke handelwijze die er in bestaat om het even wie opdracht te geven tot discriminatie jegens een persoon, een groep, een gemeenschap of de leden ervan, wordt beschouwd als een discriminatie in de zin van deze wet. »;

2° in het vroegere tweede lid dat het derde lid is geworden in 1°, worden de woorden « wegens zijn ras » vervangen door de woorden « wegens een zogenaamd ras »;

3° in hetzelfde lid in 2°, wordt het woord « rassenscheiding » in de Nederlandse tekst vervangen door het woord « segregatie » en de woorden « het ras » vervangen door de woorden « een zogenaamd ras »;

4° in hetzelfde lid in 3°, worden de woorden « zijn ras, huidskleur, afstamming, afkomst of nationaliteit » vervangen door de woorden « een zogenaamd ras, zijn huidskleur, afkomst of nationale of etnische afstamming »;

5° dans le même alinéa, au 4°, les mots « de la race, de la couleur, de l'ascendance, de l'origine, ou de la nationalité » sont remplacés par les mots « d'une prétendue race, de la couleur, de l'ascendance ou de l'origine nationale ou ethnique ».

Art. 3. A l'article 2 de la même loi, remplacé par la loi du 12 avril 1994 et modifié par la loi du 26 juin 2000, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « de sa race, de sa couleur, de son ascendance, de son origine ou de sa nationalité » sont remplacés par les mots « d'une prétendue race, de sa couleur, de son ascendance ou de son origine nationale ou ethnique »;

2° à l'alinéa 2 les mots « de la race, de la couleur, de l'ascendance, de l'origine ou de la nationalité » sont remplacés par les mots « d'une prétendue race, de la couleur, de l'ascendance ou de l'origine nationale ou ethnique ».

Art. 4. A l'article 2*bis* de la même loi, inséré par la loi du 12 avril 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « de sa race » sont remplacés par les mots « d'une prétendue race »;

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Les mêmes peines sont appliquées lorsque la discrimination à l'égard d'un groupe, d'une communauté ou de leurs membres est fondée sur la prétendue race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique de ces membres ou de certains d'entre eux. »

Art. 5. A l'article 4 de la même loi, modifié par la loi du 12 avril 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « de sa race, de sa couleur, de son ascendance, de son origine ou de sa nationalité » sont remplacés par les mots « d'une prétendue race, de sa couleur, de son ascendance ou de son origine nationale ou ethnique »;

2° à l'alinéa 2, les mots « de la race de la couleur, de l'ascendance, de l'origine ou de la nationalité » sont remplacés par les mots « d'une prétendue race, de la couleur, de l'ascendance ou de l'origine nationale ou ethnique ».

Art. 6. Dans la même loi, il est inséré un article 5*ter*, rédigé comme suit :

« Art. 5*ter*. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires désignés par le Roi surveillent le respect de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

Ces fonctionnaires exercent cette surveillance conformément aux dispositions de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail. »

CHAPITRE III. — Modifications de la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme

Art. 7. A l'article 2 de la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, modifié par la loi du 13 avril 1995, il est inséré avant la phrase « le Centre est en outre chargé de stimuler la lutte contre la traite des êtres humains » la phrase suivante « Le Centre a également pour mission de veiller au respect des droits fondamentaux des étrangers, d'éclairer les pouvoirs publics sur la nature et l'ampleur des flux migratoires et de développer la concertation et le dialogue avec tous les acteurs publics et privés concernés par les politiques d'accueil et d'intégration des immigrants. »

Art. 8. A l'article 3 de la même loi, modifié par la loi du 13 avril 1995, les modifications suivantes sont apportées :

1° Il est inséré un 4°*bis*, rédigé comme suit :

« 4*bis*. à recevoir, dans les limites de sa mission définie à l'article 2, des plaintes, à les traiter et à accomplir toute mission de médiation qu'il juge utile, ceci sans préjudice des compétences des médiateurs fédéraux; ».

2° L'article est complété comme suit :

« 9° à recueillir et publier sans possibilité d'identification des parties en cause, les données statistiques et les décisions jurisprudentielles utiles à l'évaluation de la loi du 30 juillet 1981 précitée et de la loi du 6 janvier 2003 tendant à lutter contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme;

10° à demander à l'autorité compétente, lorsque le Centre invoque des faits qui permettent de présumer l'existence d'une discrimination, tel que visé par les lois des 30 juillet 1981 et 6 janvier 2003 précitées, de s'informer et de tenir le Centre informé des résultats de l'analyse des

5° in hetzelfde lid in 4°, worden de woorden « het ras, de huidskleur, de afstamming, de afkomst of de nationaliteit » vervangen door de woorden « een zogenaamd ras, de huidskleur, de afkomst of de nationale of etnische afstamming ».

Art. 3. In artikel 2 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 12 april 1994 en gewijzigd bij de wet van 26 juni 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « zijn ras, huidskleur, afstamming, afkomst of nationaliteit » vervangen door de woorden « een zogenaamd ras, zijn huidskleur, afkomst of de nationale of etnische afstamming »;

2° in het tweede lid, worden de woorden « het ras, de huidskleur, de afstamming, de afkomst of de nationaliteit » vervangen door de woorden « een zogenaamd ras, zijn huidskleur, afkomst, of de nationale of etnische afstamming ».

Art. 4. In artikel 2*bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 12 april 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord « ras » vervangen door de woorden « zogenaamd ras »;

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« Dezelfde straffen worden toegepast wanneer de discriminatie bedreven is jegens een groep, een gemeenschap of de leden ervan wegens het zogenaamde ras, de huidskleur, de afkomst of de nationale of etnische afstamming van deze leden of van sommigen onder hen. »

Art. 5. In artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 12 april 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « zijn ras, huidskleur, afstamming, afkomst of nationaliteit » vervangen door de woorden « een zogenaamd ras, zijn huidskleur, afkomst of nationale of etnische afstamming »;

2° in het tweede lid, worden de woorden « het ras, de huidskleur, de afstamming, de afkomst of de nationaliteit » vervangen door de woorden « een zogenaamd ras, de huidskleur, de afkomst of de nationale of etnische afstamming ».

Art. 6. In dezelfde wet, wordt een artikel 5*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 5*ter*. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, houden de door de Koning aangewezen ambtenaren toezicht op de naleving van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Deze ambtenaren oefenen dit toezicht uit overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie. ».

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen aan de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding

Art. 7. In artikel 2 van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding, gewijzigd bij de wet van 13 april 1995, wordt voor de zin « Bovendien heeft het Centrum de opdracht de bestrijding van de mensenhandel te stimuleren » de volgende zin ingevoegd « Het Centrum heeft eveneens tot opdracht te waken over het respect van de grondrechten van de vreemdelingen en de overheid te informeren over de aard en de grootte van de migratiestromen. Het heeft ook tot taak het overleg en de dialoog te ontwikkelen tussen alle overheidsactoren en private actoren die betrokken zijn bij het opvang- en integratiebeleid van de immigranten. »

Art. 8. In artikel 3 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 13 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Er wordt een 4°*bis* ingevoegd luidende :

« 4*bis*. om binnen de perken van zijn opdracht bepaald bij artikel 2, klachten te ontvangen, te behandelen en elke bemiddelingsopdracht uit te voeren die het nuttig acht, onverminderd de bevoegdheden van de federale ombudsmannen; »

2° Het artikel wordt aangevuld als volgt :

« 9° om statistische gegevens en uit de rechtspraak voortvloeiende beslissingen die nuttig zijn voor de evaluatie van de toepassing van de voormelde wet van 30 juli 1981 en van de wet van 6 januari 2003 ter bestrijding van discriminatie en tot wijziging van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding in te winnen en bekend te maken, zonder dat de betrokken partijen kunnen worden geïdentificeerd;

10° om de bevoegde overheid te vragen, wanneer het Centrum feiten aandraagt die wijzen op een vermoeden van discriminatie, zoals bedoeld in voormelde wetten van 30 juli 1981 en van 6 januari 2003 zich te informeren en het Centrum op de hoogte te houden van de resultaten

faits dont question. Les autorités informent le Centre de manière motivée des suites qui y sont réservées.

Art. 9. A l'article 4 de la même loi, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 : « Le Ministre de la Justice communique annuellement au Centre les statistiques judiciaires relatives à l'application des lois des 30 juillet 1981 et 6 janvier 2003 précitées, ainsi que les décisions de justice prises en application de ces lois, sans possibilité d'identification des parties en cause. »

CHAPITRE IV. — *Modification de la loi du 13 mai 1999 contenant le statut disciplinaire des agents des services de police*

Art. 10. L'article 26 de la loi du 13 mai 1999 portant statut disciplinaire des membres du personnel des services de police, est complété par les alinéas suivants :

« Lorsque le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme communique au Comité permanent de contrôle des services de police ou à l'inspection générale des services de la police fédérale et de la police locale des faits laissant supposer un traitement discriminatoire au sens de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ou de la loi du 6 janvier 2003 tendant à lutter contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, le président du Comité permanent ou l'inspecteur général, selon le cas, fait mener une enquête à propos de ces faits, en informe l'autorité compétente et saisit l'autorité disciplinaire ou judiciaire si les faits le justifient. Le président du Comité permanent ou l'inspecteur général, selon le cas, informe le Centre du suivi réservé à ses démarches et en particulier des suites que l'autorité disciplinaire ou judiciaire a réservées à l'examen des faits.

Si le Comité permanent ou l'Inspection générale est saisi de faits qui laissent supposer un traitement discriminatoire au sens des lois précitées, le président du Comité permanent ou l'inspecteur général, selon le cas, en informe le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme sans communiquer l'identité des parties concernées. Il l'informe également des suites que l'autorité disciplinaire ou judiciaire a réservées à l'examen des faits. »

Art. 11. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 janvier 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—
Note

(1) *Session 2001-2002 :*

Chambre des représentants :

Documents. — Projet de loi déposé le 10 septembre 2001, n° 50-1407/1. — Amendements, n° 50-1407/2. — Amendements, n° 50-1407/3. — Amendement, n° 50-1407/4. — Rapport, n° 50-1407/5. Texte adopté par la commission, n° 50-1407/6. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 50-1407/7.

Annales parlementaires. — Discussion, séance du 17 juillet 2002. — Vote, séance du 20 juillet 2002.

Sénat :

Documents. — Projet évoqué par le Sénat, n° 2-1258/1. — Amendements, n° 2-1258/2. — Rapport, n° 2-1258/3. — Amendements, n° 2-1258/4. — Décision de ne pas amender, n° 2-1258/5.

Annales parlementaires. — Discussion, séance du 12 décembre 2002. Vote, séance du 12 décembre 2002.

van de analyse van de betreffende feiten. De overheden informeren het Centrum op een met redenen omklede wijze over het gevolg dat eraan is gegeven.

Art. 9. In artikel 4 van dezelfde wet, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd : « De Minister van Justitie deelt het Centrum jaarlijks de gerechtelijke statistieken mede die verband houden met de toepassing van de voormelde wetten van 30 juli 1981 en van 6 januari 2003, evenals de gerechtelijke beslissingen genomen met toepassing van deze wetten zonder dat de betrokken partijen kunnen worden geïdentificeerd. »

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging aan de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten*

Art. 10. Artikel 26 van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten wordt aangevuld met de volgende leden :

« Wanneer het Centrum voor de gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding aan het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten of aan de Algemene Inspectie van de federale en van de lokale politie feiten meedeelt die een discriminerende behandeling doen veronderstellen in de zin van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of van de wet van 6 januari 2003 ter bestrijding van de discriminatie en tot wijziging van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding, doet de voorzitter van het Vast Comité of de inspecteur-generaal, naargelang het geval, een onderzoek uitvoeren in verband met deze feiten, stelt de bevoegde overheid op de hoogte en maakt ze aanhangig bij de tucht- of gerechtelijke overheid indien de feiten zulks rechtvaardigen. De voorzitter van het Vast Comité of de inspecteur-generaal, naargelang het geval, stelt het Centrum op de hoogte van de resultaten van zijn optreden en in het bijzonder van de gevolgen die de tucht- of gerechtelijke overheid aan het onderzoek van de feiten heeft gegeven.

Indien bij het Vast Comité of bij de Algemene Inspectie feiten worden aanhangig gemaakt die een discriminerende behandeling doen veronderstellen in de zin van voornoemde wetten, brengt de voorzitter van het Vast Comité of de inspecteur-generaal, naargelang het geval, het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding op de hoogte, zonder de identiteit van de betrokken partijen mee te delen. Hij brengt het Centrum eveneens op de hoogte van de gevolgen die de tucht- of gerechtelijke overheid aan het onderzoek van de feiten, heeft gegeven. »

Art. 11. Deze wet treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekend en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 januari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—
Nota

(1) *Zitting 2001-2002 :*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Documenten. — Wetsontwerp ingediend op 10 september 2001, nr. 50-1407/1. — Amendementen, nr. 50-1407/2. — Amendementen, nr. 50-1407/3. — Amendement nr. 50-1407/4. — Verslag, nr. 50-1407/5. Tekst aangenomen door de commissie, nr. 50-1407/6. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 50-1407/7.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking, vergadering van 17 juli 2002. — Stemming, vergadering van 20 juli 2002.

Senaat :

Documenten. — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, nr. 2-1258/1. Amendementen, nr. 2-1258/2. — Verslag, nr. 2-1258/3. — Amendementen, nr. 2-1258/4. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 2-1258/5.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking, vergadering van 12 december 2002. — Stemming, vergadering van 12 december 2002.